



INTERACTION COUNCIL

High-Level Expert Group Meeting

**Rapport du Président sur la réunion d'un groupe d'experts de haut
niveau**

**“Disponibilité d'énergie, problèmes économiques et
environnementaux”**

**Lundi 4 mai 2009
Berlin (Allemagne)**

Réunion présidée par Ingvar Carlsson

Le monde est en pleine crise économique. Nous ne pouvons cependant pas la laisser retarder ou négliger les mesures qu'il faut prendre très rapidement pour assurer les approvisionnements en énergie nécessaires et combattre les émissions de carbone et les gaz à effet de serre en augmentation constante. La communauté mondiale s'est mise d'accord sur la nécessité de prendre des mesures pour empêcher les changements climatiques d'avoir des effets dévastateurs sur notre planète.

Pour débattre de ces questions et formuler une série de recommandations à l'intention des dirigeants du monde, le Conseil InterAction a convoqué une réunion d'un groupe d'experts de haut niveau sur le thème 'Disponibilité d'énergie, problèmes économiques et environnementaux' qui s'est réuni le 4 mai 2009 à Berlin (Allemagne).

LE MARCHÉ DE L'ÉNERGIE : ENJEUX ET COOPÉRATION

Nous faisons face dans le court comme dans le long terme à des problèmes d'énergie. Dans le court terme, nous devons combattre l'ampleur de la capacité excédentaire. Nous devons gérer la volatilité des prix et les entrées de capitaux dans le secteur de l'énergie. Dans le long terme, nous devons nous attaquer aux changements climatiques et investir dans de nouvelles ressources énergétiques comme dans les ressources existantes. Pour surmonter ces problèmes, il faudra déployer des efforts à l'échelle internationale et les coordonner.

La crise économique et financière a provoqué une baisse de la demande de ressources énergétiques. En conséquence, nous avons assisté à une baisse des prix des produits de base et des investissements dans le secteur de l'énergie. Une fois que la crise sera terminée, la demande augmentera de nouveau et nous risquons de souffrir d'un manque et d'un décalage en matière d'approvisionnements. À cet égard, nous nous félicitons de l'initiative qu'a prise le Gouvernement de l'Arabie saoudite de continuer à investir dans la technologie pour ainsi améliorer l'extraction et accroître la capacité.

L'intégration des marchés du pétrole et du gaz au marché financier a diversifié le nombre des acteurs sur les marchés mais elle a également accentué la volatilité des prix et intensifié les activités spéculatives. La récente volatilité des prix du pétrole est extrêmement délétère. Il faut stabiliser les prix du pétrole, diversifier les économies et réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles.

De par tradition, les pays membres de l'OCDE ont utilisé la plus grande partie des combustibles fossiles. Récemment, nous avons vu la demande d'énergie croître surtout dans les pays en développement, notamment et surtout la Chine, l'Inde et le Moyen-Orient. Leur part de la demande augmentera de 50% et les politiques quelles qu'elles soient devront en tenir compte. C'est un problème mondial qui doit faire l'objet de solutions mondiales.

Les combustibles fossiles continueront d'occuper la principale place dans le bouquet énergétique tandis que le piégeage et la séquestration du carbone joueront un rôle important dans la promotion de leur durabilité.

On ne peut pas souligner de trop le rôle joué par la technologie du piégeage et de la séquestration de carbone qui est en effet extrêmement importante puisque les émissions de CO2 augmenteront à moins que nous ne réussissions à les piéger et à les stocker en toute sécurité. C'est là un défi géologique et budgétaire. Des investissements additionnels sont nécessaires et les mesures prises par les quatre Royaumes dans ce domaine en sont un bon exemple.

Le commerce international des ressources en énergie devrait selon les projections augmenter et, avec lui, la dépendance des importations à l'égard du gaz et du pétrole de nombreuses régions. Par conséquent, le pétrole et le gaz continueront de revêtir une très grande importance pour la sécurité nationale. S'il est vrai que la diversification de l'offre doit être encouragée, il n'en reste pas moins qu'il faut également mettre l'accent sur le rôle positif de l'interdépendance. L'intérêt commun et mutuel est la source la plus forte de sécurité. Plus vaste et plus profonde est l'interdépendance, plus vigoureux sera l'attachement mutuel à la sécurité internationale.

RECOMMANDATIONS

1. La coopération internationale est la seule façon de combattre les problèmes énergétiques à court comme à moyen terme.
2. Pour assurer la stabilité du marché dans le court et le long terme, il faut continuer d'investir suffisamment et sans s'arrêter d'un bout à l'autre de la chaîne de valeur énergétique. La transparence et la prévisibilité de l'offre et de la demande sont des conditions à remplir pour assurer cette stabilité.
3. Les prix de l'énergie doivent être stabilisés dans une fourchette appropriée qui permettra de stimuler les pays producteurs d'énergie traditionnelle à investir et à promouvoir les sources d'énergie de substitution.
4. L'interaction entre les marchés physiques et financiers a un impact sur les prix du pétrole. Le renforcement de la supervision et de la réglementation financières ainsi que la transparence sur le marché financier sont aussi fondamentaux que la transparence sur le marché physique.
5. Même à cette époque de crise économique, nous encouragerions les gouvernements à continuer d'investir dans le secteur de l'énergie afin maximaliser le potentiel des réserves actuelles.
6. En dehors des investissements dans le secteur traditionnel de l'énergie, des efforts doivent être faits en parallèle pour promouvoir le rendement énergétique, les ressources renouvelables et les technologies à combustible fossile propre.
7. La mise au point de technologies de piégeage et de séquestration du carbone est essentielle et devrait être considérée comme prioritaire. L'élaboration d'un système d'échange de quotas d'émissions fondé sur le modèle européen pourrait aider à financer les coûts de la mise au point de la technologie de piégeage et de séquestration de carbone.

8. Il s'agit de reconnaître que la technologie du piégeage et de la séquestration de carbone crée une situation gagnant-gagnant et qu'elle peut être utilisée pour pallier les préoccupations environnementales et favoriser la relance du pétrole.
9. Il ne faudrait pas confondre l'intérêt porté à la sécurité énergétique avec la dépendance à l'égard des importations d'énergie.
10. L'énergie ne devrait pas être utilisée pour couvrir des buts géopolitiques.
11. Il est nécessaire de faire des efforts continus et concertés pour améliorer le rendement énergétique, qui consisteraient notamment à délaissier les subventions.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les changements climatiques sont le plus grand défi que se doit relever au XXI^e siècle la planète Terre. L'urgence scientifique n'est pas encore prise pleinement en compte dans les opinions du public. Les dirigeants politiques doivent sensibiliser immédiatement et sans ambiguïté le public à la gravité de la situation. L'économie à faible teneur en carbone qui fait son apparition sera une économie hautement qualifiée et très technique. Les gouvernements doivent être conscients que les problèmes sociaux, économiques et politiques seront considérables.

Les scientifiques sont arrivés à un consensus sur les changements climatiques, à savoir que : i) l'humanité a un impact sur le climat dans le monde; ii) les signes de cet impact sont aujourd'hui visibles sur Terre; iii) la sensibilité du climat à une concentration croissante des gaz à effet de serre demeure incertaine; et iv) s'ils ne sont pas maîtrisés, les changements climatiques s'intensifieraient avec des conséquences difficiles à prévoir.

Si le total des réserves mondiales de combustibles fossiles devait être utilisé avec les technologies existantes, cela risquerait de déclencher des changements climatiques autoreforçés qui auraient des effets dévastateurs. Par conséquent, l'industrie et les pouvoirs publics devraient accorder la priorité à la mise au point de technologies de piégeage et de séquestration de carbone. Selon les projections de l'AIE, il est essentiel que soient introduites rapidement des technologies à faible teneur en carbone, y compris des technologies d'énergie renouvelable si l'on veut réussir à stabiliser des niveaux d'émission durables.

Des mesures doivent être prises sans tarder à l'échelle planétaire. Malheureusement, une vision commune et ciblée de la manière dont il faut combattre les changements climatiques fait défaut. Les pays membre de l'OCDE ont la capacité de mettre au point et d'utiliser les technologies d'économie à faible teneur en carbone. Ces technologies porteront sur l'utilisation et l'offre d'énergie. Plus l'énergie est utilisée efficacement, moins sensible sera son prix.

L'AIE est d'avis que les énergies renouvelables pourraient contribuer pour plus d'un cinquième à la réduction nécessaire des émissions d'ici à 2050, réduction qui devra avoir lieu à une époque où la demande d'énergie augmentera. Pour ce faire, la moitié

de la production mondiale d'électricité devrait venir de sources d'énergie renouvelable.

A l'heure actuelle, nombre de pays envisagent la possibilité d'utiliser l'énergie nucléaire. Il ne faudrait pas l'exclure sous réserve que la question de la prolifération et d'autres questions puissent être résolues comme il se doit. Toutes les possibilités devraient être étudiées en quête de sources d'énergie plus propres.

RECOMMANDATIONS

1. Les dirigeants du monde devraient suivre de près le climat sur la sensibilité du climat aux gaz à effet de serre. Le but ici est de rester en dehors de la zone de danger où les changements climatiques pourraient commencer à se renforcer.
2. Les perspectives énergétiques à long terme et les politiques gouvernementales devraient dans leur ensemble être façonnées par les changements climatiques.
3. La communauté internationale devrait se pencher sur sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Les pays devraient chercher avant tout à accroître leur rendement d'énergie et à réduire progressivement leur utilisation de pétrole.
4. Le passage à une économie à faible teneur en carbone exigera qu'un prix soit donné aux émissions de gaz à effet de serre. S'il s'avère impossible de conclure des accords mondiaux, il faudra élaborer des systèmes nationaux ou régionaux. Les impacts sur la compétitivité et, partant, sur le commerce ne devraient pas être exclus.
5. Il est absolument nécessaire d'accélérer la recherche, le développement et la commercialisation des technologies d'énergie renouvelable et de les appuyer à tous les stades.
6. Le potentiel de toutes les énergies renouvelables, y compris l'énergie géothermique, devrait être étudié plus en détail. L'énergie nucléaire ne devrait pas être exclue à condition que les questions de prolifération et autres questions puissent être résolues comme il se doit.
7. Le passage à l'économie à faible teneur en carbone devrait être considéré comme une modernisation de transformation. De nouvelles technologies, de nouvelles industries et de nouveaux schémas de production et de consommation en découleront.
8. Le message politique sur les changements climatiques devrait être centré sur le développement, la modernisation et les emplois verts.

Réunion d'un groupe d'experts de haut niveau

**Disponibilité d'énergie, problèmes économiques et
environnementaux**

4 mai 2009
Berlin (Allemagne)

Liste des participants

Membres du Conseil InterAction

1. S.E.M. Helmut **Schmidt**, président honoraire (ancien chancelier de l'Allemagne)
2. S.E.M. Ingvar **Carlsson**, coprésident (ancien premier ministre de la Suède)
3. S.E.M. Jean **Chrétien**, coprésident (ancien premier ministre of Canada)

Membre associé

4. Professeur Thomas **Axworthy**, président, Centre for the Study of Democracy, Queen's University (Canada)

Experts de haut niveau

5. S. E. M. Majid A. **Al-Moneef**, Gouverneur de l'OPEP pour l'Arabie saoudite
6. S. E. M. Abdul Rahman Hamad **Al-Saeed**, conseiller – Cour royale, président du Centre des études spécialisées (Royaume d'Arabie saoudite)
7. M. Måns **Lönnroth**, ancien secrétaire d'État au Ministère suédois de l'environnement (Suède)
8. M. Isamu **Miyazaki**, ancien ministre du plan (Japon), Secrétaire général du Conseil InterAction
9. M. Jitsuro **Terashima**, président, Institut de recherche du Japon (Japon)
10. Mme Laurence **Tubiana**, professeur de sciences politiques (France)
11. M. Malcolm **Wicks**, ancien ministre pour la politique énergétique (Royaume-Uni)
12. M. **Xing** Hua, directeur, Centre pour les études sur l'UE, Institut chinois des études internationales
13. M. Stanislav V. **Zhukov**, chercheur principal, Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (Fédération de Russie)